



AMBASSADE DE SUISSE
EN ARABIE SAOUDITE

DJEDDAH, le 9 juillet 1974

Réf.: 512.26 - CA/fa

ad:s.C.41.103.3.(21)-IN/va

*Des rapports de ce genre
doivent absolument être
transmis à M. Barthelin.
D'après ce que j'ai vu
en l'occurrence.*

Aspects politiques du
problème pétrolier

Monsieur l'Ambassadeur,

Par suite de mon absence au Golfe arabe, je ne puis répondre qu'aujourd'hui à votre lettre du 20 mai.

1) L'Embargo ou le pétrole comme arme politique

ad 1.1. Pour l'Arabie saoudite, l'embargo pétrolier avait pour but d'attirer l'attention du monde sur le problème du Proche-Orient et de faire pression sur les pays étrangers, et en particulier sur les Etats-Unis afin que ceux-ci modifient leur attitude envers les pays arabes et envers Israël. En d'autres termes, que leur politique devienne plus pro-arabe et le soutien à Israël moins prononcé.

Dans l'entourage du roi et dans les sphères gouvernementales, on est de l'avis que l'embargo pétrolier a pleinement joué son rôle et que son efficacité a été surprenante puisque les Etats-Unis, les principaux visés, ont modifié leur politique et ont aidé au désengagement entre les belligérants. Le nombre de visites de chefs d'états étrangers en Arabie a démontré clairement combien d'états ont fait acte de soumission. On estime ici que sans le boycottage pétrolier, il aurait été impossible d'aboutir au désengagement en Egypte et en Syrie.

Du point de vue de la politique extérieure de l'Arabie saoudite, il est indéniable que l'embargo a fortifié le prestige du roi Fayçal aussi bien dans les pays développés, les pays en développement que dans ceux producteurs de pétrole. Sa prétention au rôle de "leader des pays arabes" a reçu sa confirmation dans de nombreux pays.

Avec son effet psychologique sur les pays importateurs de pétrole, l'embargo a aidé à accepter, d'une part, l'augmenta-

vide

A la
Direction politique du
Département politique
fédéral

3003 B e r n e

intéressant - à se relire

an	HN	IN	ZW	GE		a/a
Datum	15	157	2			18/10
Visa						5-
EPD		16.07.74				-9
Ref: S.C.41.103.3.(21)						

Kopie: s.C.41. Arab. 5. 1000 au ZW ✓

tion de prix et, d'autre part, la participation plus forte des gouvernements des pays producteurs dans les intérêts des compagnies étrangères.

Vu par les lunettes de la politique intérieure, l'embargo - en ne provoquant pas une diminution des revenus par suite de l'augmentation des prix - n'a pas ému les masses populaires qui en Arabie saoudite ne sont pas politisées (contrairement à ce que certains journaux ont prétendu).

Il est très difficile de se prononcer sur les pressions éventuelles exercées sur l'Arabie saoudite pour lever cette mesure de boycottage. On sait que le Président Nixon a exercé une certaine action sur le roi Fayçal en avançant des arguments économiques concernant le futur développement de mon pays de résidence.

Dire que les Etats-Unis ont tout fait pour empêcher le dialogue Europe - pays arabes dans le domaine pétrolier - comme certains journalistes ont cru devoir le souligner - serait aller trop loin. Il n'y a cependant pas de doute que les Américains ont laissé subsister l'idée que l'embargo contre la Hollande et le Danemark ne les dérangeait pas. Aussi n'ont-ils pas exercé de pression pour que le roi Fayçal abolisse ces mesures contre les deux pays européens.

A court terme, il me semble que ce sont des considérations d'ordre politique qui ont amené le souverain saoudite à donner les ordres de levée de l'embargo pétrolier.

A long terme, cependant, se sont les intérêts économiques qui ont primé. On se rend compte en Arabie saoudite que ce pays a absolument besoin des Etats-Unis pour son développement économique, industriel et militaire. Prenant en considération les achats massifs de pétrole prévus par les Etats-Unis dans les années à venir, on doit constater que des liens de nature économique très étroits entre les deux pays ont été noués. Les accords signés dernièrement par le Prince Fahed à Washington sont l'expression de cette dépendance économique réciproque.

2) Prix du pétrole

ad 2.1. Il n'existe pas en Arabie saoudite une unité de doctrine en ce qui concerne la politique de prix du pétrole. Alors que le ministre du pétrole, M. Zaki Yamani, doit nécessairement épouser le point de vue du roi, d'autres princes et fonctionnaires ont souvent exprimé des opinions différentes. Mais en fin de compte, tout le monde doit se rallier au point de vue du souverain. Comme dans tous les domaines, les principes ne sont jamais énoncés clairement et peuvent être l'objet de changements continuels. Je me borne dès lors à mentionner les facteurs dont on a fait état jusqu'ici.

- Le "Leitmotiv" est que le pays doit être mis en état de

développement avancé avant l'épuisement des réserves pétrolières.

- Ce développement doit se faire également avant la mise en œuvre d'autres sources d'énergie qui dévalueraient les immenses réserves de pétrole. L'Arabie saoudite n'a donc pas intérêt à augmenter le prix de l'or noir pour favoriser indirectement l'exploitation d'autres sources d'énergie.

- On a trouvé, dans le Rub Al Khali, de nouveaux gisements de pétrole et les spécialistes estiment les réserves globales à 300 milliards de barrils au lieu des 164 milliards connus jusqu'ici. Avec de pareilles réserves, la nécessité d'augmenter les prix ne se pose pas. En poussant la production, on arrive à une augmentation des revenus sans devoir augmenter les prix; on peut même les baisser.

- L'Arabie saoudite n'a pas intérêt à créer des revenus pétroliers trop forts, et partant une masse monétaire qui ne cesserait de se déprécier. Pour leurs plans de développement, ils disposent de moyens financiers suffisants.

- En ce qui concerne la production, les autorités saoudites sont de l'avis que la réduction de celle-ci se répercuterait par une augmentation du prix par suite du mécanisme de l'offre et de la demande. Afin d'éviter cette augmentation, ARAMCO a pu porter sa production de 7,8 millions de barrils par jour en mars à 9 millions par jour en mai 1974.

- Les Etats-Unis ont exprimé leur opposition à une augmentation du prix de l'or noir afin de freiner l'inflation et ils ont exercé une certaine influence sur le roi Fayçal. Cette démarche a certainement aussi contribué à la proposition de l'Arabie saoudite de baisser les prix quitte à mécontenter les autres membres de l'OPEP et de l'OAPEP.

- Certains observateurs vont jusqu'à prétendre que l'Arabie saoudite veut procéder à une baisse des prix pour se différencier de l'attitude du Shah d'Iran et pour ce dégager de l'emprise de l'OPEP et de l'OAPEP.

- Enfin, le roi Fayçal est, malgré ses penchants à la mystique, un politicien réaliste et il se sent une certaine responsabilité envers la communauté internationale en essayant de protéger l'économie mondiale d'un désastre qui en fin de compte se retournerait aussi contre lui.

L'ensemble de ses éléments, auxquels il faut ajouter l'instabilité des opinions arabes, me semblent conditionner la politique de prix de l'Arabie saoudite qui actuellement s'exprime par la volonté maintes fois énoncée, de baisser les prix de l'or noir.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Ambassadeur de Suisse

M. Casanova

(M. Casanova)